

## **Une carte scolaire sévère et sans l'ambition nécessaire !**

Aujourd'hui, les membres du C.D.E.N., hors les représentant-es de l'administration de l'Éducation, vont être informé-es de la préparation des moyens à répartir à la prochaine rentrée. Chaque membre a certes eu connaissance par les écoles, par les élus locaux ou par la presse des mesures initiales du CTSD du 26 janvier. Nous siégeons pour que certaines situations évoluent positivement car les différentiels entre les prévisions du terrain (écoles et élus) et celles de l'administration sont conséquents. Nous réaffirmons, à ce propos, qu'une carte scolaire élaborée en janvier est bien trop précoce.

Mais, au-delà du calendrier, nous contestons fortement une carte scolaire dont l'arithmétique est sévère :

- une trentaine de fermetures de classe ;
- une dizaine d'ouvertures dont une moitié n'est que la régularisation de moyens déjà déployés depuis un an voire deux ans sur les écoles ciblées !

Et pourtant, face à l'objectif de la réduction des inégalités scolaires et de la réussite de toutes et tous, il nous faudrait un abaissement des effectifs par classe, comme le préconisent de nombreuses études ou organisations en fonctionnement ! C'est le levier principal pour compenser les inégalités sociales et accueillir tous les élèves, notamment celles et ceux en situation de handicap ! Toutes les pratiques pédagogiques demeurent peu efficaces si nous ne mettons pas de grands moyens dès la maternelle.

C'est bien pourquoi la baisse démographique devrait permettre de renforcer les dynamiques de la réussite par la baisse des effectifs mais aussi par le renforcement des dispositifs d'accompagnement :

- certes, le dispositif « Plus de maîtres que de classe » est abondé. Mais après cinq années de développement, il reste à une échelle très restreinte, ne concernant qu'une faible partie des écoles du département;
- et que dire des RASED qui, malgré les engagements politiques, sont toujours incomplets et si fragiles !

Car si les dernières années n'ont pas été celles des purges du passé, nous affirmons qu'elles sont celles de l'empilement, du chevauchement de réformes mal préparées et mal évaluées. Elles sont très floues et les objectifs affichés très loin d'une clarté et d'une vision d'un système scolaire réduisant les inégalités et libérant les élèves des déterminismes sociaux. Faute d'une politique volontariste et de moyens suffisants, les écarts s'accroissent, par accumulation, dès l'élémentaire et se renforcent au fil des années.

C'est à ce titre que la fuite des élèves du public nous préoccupe. Car nous pensons que les départs vont perdurer dans les années à venir. Les effets délétères sont identifiés : mixité sociale mise à mal ; course vers des filières dites d'excellence et pour finir des écoles et des établissements qui peuvent très vite être stigmatisés.

Quelles sont les réponses du ministère pour enrayer l'évitement du public par les familles ?

La refondation de l'école ? La réforme des rythmes scolaires et celle du collège mises en place n'ont visiblement pas convaincu, en dehors de tous les autres griefs que nous pouvons leur porter.

Sud Éducation continue de travailler à des projets pour une école émancipatrice autour de pratiques coopératives et d'enseignement polytechnique, loin de ce que l'institution veut nous imposer aujourd'hui. Sud Éducation continue de revendiquer des moyens à la hauteur de nos ambitions, pour des conditions d'enseignement dignes, porteuses de réussite pour toutes et tous.